



SAISON 4 : 2^E SESSION D'ÉCHANGE : LE 24 NOVEMBRE 2023

Les sujets du mois :

- **Sujet 1 : L'élection en Argentine de Javier Milei**

- Cette élection est à remettre dans un contexte latino-américain plus large, géographiquement, et historiquement. Après la seconde guerre mondiale, les travers idéologiques du communisme et du fascisme ont perduré, sous une forme un peu déformée, en Amérique du Sud. Pendant la guerre froide, cette Amérique a été un terrain de combat entre l'idéologie libérale représentée par les États-Unis et les idéologies gauchistes poussées par les Soviétiques. Washington y a combattu l'expansion du communisme en soutenant des dictatures. Puis le continent a connu dans les années 90 une vague de démocratisation théorisée par Samuel Huntington. Aujourd'hui, les ratés du développement économique tiennent le devant de la scène et sont au cœur du débat politique. Le développement économique du continent se fait essentiellement sur la base du pillage des ressources naturelles primaires, ou sur la mise en place d'une agriculture intensive très destructrice de la biodiversité. La croissance connaît ainsi des hauts et des bas très importants en fonction de la demande venant des pays industrialisés. Les écarts entre riches et pauvres sont extrêmes.

- C'est bien sur une décomposition économique que Javier Milei a été élu en Argentine. Le pays alterne depuis le XIX^{ème} siècle entre des périodes de boom et des redescentes tout aussi incroyables. L'économie argentine repose aujourd'hui principalement sur l'agriculture intensive, les principaux partenaires commerciaux sont les États-Unis, le Brésil et la Chine. L'hyperinflation entraîne à l'heure actuelle un appauvrissement rapide de la classe moyenne sur fond de corruption généralisée, ce qui rappelle des heures noires récentes : en 2001, le pays a fait défaut sur le paiement de sa dette extérieure et a connu un début de décomposition sociale accélérée, avec des scènes de pillages dans les grandes villes. Les élections présidentielles ont opposé ce mois-ci Sergio Massa, ministre étiqueté de gauche, péroniste, mais qui pousse un programme d'austérité économique, et Javier Milei, économiste ultra libéral et complètement iconoclaste. C'est un inconnu devenu héros avec des prises de position très fortes et inédites : il veut supprimer la banque centrale, dollariser entièrement l'économie en supprimant la monnaie nationale ; il se prononce en faveur du commerce des organes pour les personnes qui souhaitent sortir de la pauvreté ; il réhabilite en partie l'héritage de la dictature... Très populaire à la télévision, il exhibe dans ses meetings une tronçonneuse pour couper dans les dépenses de l'État.

- Pourquoi être inquiet ? L'Argentine, 8^{ème} plus grand pays au monde par la surface, est l'une des puissances économiques. Milei annonce vouloir couper les relations avec le Brésil. Vu depuis la France, on constate que la gauche s'alarme et que la droite est plutôt attentiste. D'un point de vue plus général, on peut voir dans l'élection de Milei le retour au premier plan des hommes politiques ingérables, comme l'ont été Trump et Bolsonaro. quand Trump a été élu par exemple. Le populisme a le vent en poupe ; quel risque cela fait-il peser sur la paix dans le monde ?

- **Sujet 2 : La Russie a-t-elle gagné la guerre contre l'Ukraine ?**

- L'impression dominante est que la contre-offensive ukrainienne est en train de patiner. Est-ce vrai, de quels faits dispose-t-on pour l'évaluer ? La Russie, comme l'URSS en son temps, a développé une forte capacité de propagande pour installer le doute sur les analyses occidentales. Elle a ainsi récemment relayé les déclarations du commandant de l'OTAN en Europe, qui a signalé que les pertes russes étaient grossièrement surestimées par les médias occidentaux, et que l'armée russe reste très puissante. Moscou en a profité pour affirmer que les États Unis craignaient une montée en puissance de la Russie. La liquidation de Prigojine et la réorganisation de Wagner ont aussi montré une capacité de réorganisation. La première phase du conflit ukrainien en 2022 est pleine de batailles ; aujourd'hui, on est passé à une guerre de tranchée et la Russie tient probablement mieux le choc sur le long terme. Trois indicateurs sont importants : les gains territoriaux, les capacités militaires et la situation économique.

- Gains territoriaux : L'ambition de Vladimir Poutine était d'annexer l'Ukraine, conquérir un maximum de territoires. Du côté de l'Ukraine, l'objectif était de libérer les territoires ukrainiens jusqu'aux frontières de 1991. La bataille de Bakhmout, ville prise par les séparatistes russes en 2014, puis reprise par les Ukrainiens, est un symbole physique de l'affrontement entre les deux pays. Wagner a été lâché sur Bakhmout et c'est Prigojine lui-même qui a annoncé la reprise de la ville par les Russes en mai 2023. Il y a eu beaucoup de pertes côté russe, on parle même de rééquilibrage. Puis en juin 2023 commence la contre-offensive terrestre ukrainienne, qui piétine. L'armée ukrainienne a cependant réussi à passer en quelques endroits le Dniepr, frontière naturelle très difficile à franchir.

- Situation militaire : les pertes humaines sont difficiles à décoder, car des deux côtés on les minimise. 500 000 personnes tuées et blessées est le nombre non-officiel donné par les Américains, soit des pertes comparables à celles de la 2nde guerre mondiale pour les deux pays. Les pertes ont notamment beaucoup augmenté avec la bataille de Bakhmout. Elles sont plus graves du point de vue relatif du côté ukrainien, car les ressources de la Russie en hommes russes sont plus importantes. Du point de vue matériel, la Russie a aussi subi des pertes importantes, mais le Kremlin a augmenté de 68% son budget militaire pour 2024. La majorité du budget russe va maintenant dans la Défense. Du côté ukrainien, les États-Unis, principal pourvoyeur d'aide, est aujourd'hui bloqué par la fronde des élus républicains. Joe Biden a dû redimensionner l'aide pour soutenir trois efforts simultanés : sur Israël, l'Ukraine et Taïwan, ce qui est très coûteux. Les Européens souhaitent augmenter la fourniture de munitions à l'Ukraine mais leur industrie ne suit pas. Du côté russe la Chine, l'Iran, l'Égypte, la Corée du Nord, soutiennent l'effort militaire à divers titres.

- Situation économique : la Russie résiste bien aux sanctions, grâce à la réexportation des flux d'hydrocarbure à prix élevé, et au contournement des sanctions avec l'aide d'autres pays. C'est aujourd'hui l'État le plus sanctionné au monde, mais il n'y a pas de crise économique en vue d'après les officiels : la croissance russe va augmenter par l'effort de guerre, tandis que l'Ukraine est extrêmement faible économiquement sans le soutien financier de l'Occident.

Aujourd'hui, la guerre connaît une phase psychologique : la fatigue monte vis-à-vis de l'Ukraine du fait du coût de la guerre et de l'irruption de nouvelles crises géopolitiques (Gaza). Mais cette guerre se situe à la frontière européenne, l'Union européenne n'a donc pas le choix que de s'en occuper.

- **Sujet 3 : La visite d'un *think-tanker* iranien à l'IFRI**

La relation entre les chercheurs et les iraniens est très compliquée, comme le démontre le cas de la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah, emprisonnée en 2019, accusée d'espionnage et libérée au printemps 2023, qui vient tout juste de regagner Paris. L'Iran détient encore 4 ressortissants français sur son territoire. L'Ifri a reçu la visite du représentant d'un think tank iranien se présentant comme non partisan, neutre. Une petite recherche le concernant a montré qu'il était lié aux Gardiens de la Révolution. D'une part, il veut parler des positions françaises et européennes sur la crise en Israël et à Gaza : est-ce que l'Europe est en train de basculer contre Israël ? D'autre part, il veut contester les affirmations d'Emmanuel Macron sur la crise politique en Iran : il ne s'agit pas selon lui d'une « révolution ». Il est probablement venu tester le terrain pour ré-établir des contacts, dans la période qui suit la libération de Fariba Adelkhah. Ceci illustre la volonté de redéploiement du *soft power* iranien à l'échelle mondiale.

Le thème de la semaine : Israël et la Palestine

1. Est-ce que ce conflit est vraiment une surprise ?

Pourquoi le Hamas a attaqué à ce moment-là ? Pour pleins de raisons différentes et relativement prévisibles. Certains parlent d'une sauvagerie sans précédent. Toutefois, le niveau de barbarie des conflits au Moyen-Orient dans le sillage des Printemps arabes est partout édifiant, beaucoup de limites sont tombées. Des scènes de terreur sont systématiquement diffusées sur les réseaux sociaux pour alimenter la terreur. On a même un débat sur l'utilisation d'armes chimiques par l'armée israélienne.

Le conflit israélo-arabe avait été « oublié » avec plusieurs tours de passe-passe. L'interprétation israélienne par le tout-sécuritaire a fait disparaître la politique du champ de vision et « effacé » les Palestiniens, et dans une certaine mesure les voisins arabes. Israël reste en guerre avec le Liban et la Syrie ; les paix signées avec l'Égypte et la Jordanie sont fragilisées. Le deuxième tour de passe-passe est une diplomatie de façade avec la signature des accords d'Abraham : il s'agit de « normaliser » les relations avec des pays qui ne sont pas en guerre avec Israël ; rappelons que les EAU n'existaient pas en tant que pays indépendant au moment des conflits israélo-arabes. Ces deux tours de passe-passe ont échoué.

On ne peut pas dire que la reprise de la conflictualité soit une surprise. Le problème pour les Européens est surtout leur impuissance actuelle face aux événements : les Occidentaux sont perçus comme ayant collectivement pris une position pro-Israël (alors qu'ils sont divisés), ecomme manquant d'empathie à l'égard de la question palestinienne.

2. Quelles sont les positions des protagonistes sur la scène internationale ?

Une carte des réactions internationales qui montre les pays soutenant le Hamas : on trouve la Tunisie, le Djibouti, la Corée du nord, le Qatar et d'autres pays. Une carte qui ne reflète pas les positions des gouvernements, car le soutien au Hamas et le soutien à la désescalade ne sont pas la même chose. Certains pays affirment un soutien inconditionnel à Israël. Dans le passé, au sein de l'UE, le dossier était pris en charge en consensus par le Royaume Uni, l'Allemagne et la France, qui se complétaient. L'Allemagne est traditionnellement un soutien d'Israël. La France a traditionnellement une position équilibrée : elle a tout d'abord affiché un soutien à Israël, puis a essayé de prendre en compte la situation globale avec la crise humanitaire à Gaza. Le RU ne fait plus partie de l'UE.

- Les États Unis sont extrêmement actifs : l'administration Biden fait tout pour empêcher l'escalade, mais n'a pas tellement de leviers sur le gouvernement israélien. Cette reprise des hostilités contraint la diplomatie américaine à réinvestir le Moyen-Orient.
- L'ONU est dans une situation très difficile. C'est en principe l'instance qui dit le droit, qui a posé les bases de la solution des deux États ; et elle prend en charge les réfugiés palestiniens sous l'UNRWA, même si celle-ci a été très abîmée par la présidence Trump. Aujourd'hui, l'ONU paye un lourd tribut en nombre de morts parmi son personnel à Gaza.
- Les pays arabes sont globalement dans l'attente. Les pays du Golfe, des EAU à l'Arabie, sont tous fixés sur la crise humanitaire à Gaza. Le Qatar a de quoi se rendre utile car proche du Hamas. L'Égypte est sur la défensive, la Jordanie fait face à des pressions internes très importantes.

On assiste à une sorte de mercato diplomatique régional : tout le monde s'interroge désormais sur la façon de relancer des pourparlers de paix. La vertu des accords d'Abraham a été de montrer aux Israéliens qu'ils peuvent avoir des relations apaisées et productives avec des Arabes, pour installer une forme de confiance. Du côté de l'Iran, le président s'est rendu en Arabie Saoudite, et il y a aussi des pourparlers avec la Turquie. A priori, le Hezbollah ne souhaite pas entrer en guerre sauf si les israéliens l'y poussent.

On peut anticiper trois scénarios de sortie du conflit :

- Scénario israélo-palestinien pessimiste : l'extinction du sujet palestinien par la purification ethnique. Dans cette hypothèse Israël continue à coloniser Gaza puis la Cisjordanie, et se débarrasse des Arabes israéliens. La tendance à la « clarification ethnique » se répand au Moyen-Orient, comme l'a montré la guerre en Syrie ou le conflit Haut-Karabakh.
- Scénario d'une demi-escalade régionale : l'entrée directe en guerre de l'Iran est peu probable. Du côté de l'Égypte et de la Jordanie certains appellent tout de même à sortir des accords de paix avec Israël. Il y a déjà pas mal de morts au Liban sur la frontière avec Israël, le Hezbollah est comme le lait sur le feu. Rappelons aussi que la Turquie a déjà connu un incident de type militaire avec Israël en 2010, lors d'une tentative de briser le blocus de Gaza, où les forces spéciales israéliennes ont tué 10 ressortissants turcs.
- Scénario optimiste : on pense à une reprise des négociations de paix sous l'égide saoudienne. Il faut pour cela que MBS remette la question palestinienne en tête de son agenda. Certains analystes disent déjà qu'Israël a perdu la guerre ; Israël a surtout perdu la paix, la réaction de l'Égypte et de la Jordanie le montre. Mais on sait également qu'à chaque fois qu'Israël a été confronté à une grave défaite, le pays a réagi ensuite par un sursaut rationnel et repensé totalement sa perspective stratégique.

Les questions :

1- Quel est le rôle et la stratégie du Qatar dans cette situation ? Quelles sont les relations diplomatiques entre la France et le Qatar ?

Sur la carte étudiée précédemment, le Qatar est marqué comme étant pro-Hamas. En vérité, le Qatar se retranche dans une volonté de neutralité. Les EAU ont établi la confiance avec Israël par les Accords d'Abraham ; le Qatar se rend utile par ses contacts avec le Hamas et négocie la libération des otages. Al Jazeera, chaîne d'informations du Qatar, donne des images de la situation à Gaza, ce qui est essentiel même si on taxe cette information de biaisée – les Israéliens contrôlent aussi de près l'information de leur côté. La relation de la France avec le Qatar est sous-développée depuis le premier mandat d'Emmanuel Macron, qui a choisi les EAU comme allié stratégique. Mais depuis le déclenchement de la crise actuelle, la diplomatie française doit lui courir après car la France est le pays comptant le plus d'otages aux mains du Hamas après Israël.

2- Existe-t-il des personnalités politiques en Israël et en Palestine qui ne seraient pas Mr Netanyahu ou Mr Abbas ou le Hamas pour discuter d'un avenir apaisé dans un futur éloigné ?

En Israël, c'est possible, car il existe plusieurs partis politiques. En Palestine si on écarte le Hamas, la Palestine n'a plus de représentation. L'autorité palestinienne a un problème de représentation et de renouvellement de personnalités. Si les israéliens libèrent des palestiniens et les palestiniens libèrent des israéliens, on peut considérer que Marwan Barghouti peut être une option, mais on a pas assez de précision sur les tendances palestiniennes. Autrefois, les États Unis auraient pu donner leur avis, qui était naturellement pris en compte par Israël et les pays arabes. Aujourd'hui, il faut des mobilisations auprès des pays arabes pour trouver de nouvelles personnalités. On note que les israéliens ont tout fait pour décrédibiliser la représentation politique palestinienne, ce qui a entraîné cette guerre atroce.